

# La Pologne en France : les relations entre intellectuels français et polonais de 1966 à 1983

LIDVINE WARCHOL

---

**Mots-clés** : Guerre froide – diplomatie culturelle – la gauche française – dissidents – Solidarnosc

**Poland in France: Relations between French and Polish Intellectuals from 1966 to 1983.**

**Keywords** : *Cold War – Cultural Diplomacy – French Left – Dissidents – Solidarnosc*

La Pologne est un pays traditionnellement présenté dans les relations internationales comme une « amie » de la France, en position privilégiée<sup>1</sup>. L'objet de la thèse n'est pourtant pas de remonter tous les enjeux, vastes, de la relation entre les deux pays, mais au contraire de se focaliser sur certains acteurs de cette relation, à savoir les intellectuels. Le choix de cette catégorie sociale suppose différentes approches, qui tiennent toutes à mettre en évidence ce qu'est la relation, à différentes échelles, et comment elle se construit entre individus. Au niveau historiographique, ce travail s'inscrit dans les méthodes proposées par l'histoire croisée. Il s'agit donc de partir du champ intellectuel français et de ses enjeux pour comprendre ce qui, à travers le prisme des intellectuels polonais, revient en France pour

---

<sup>1</sup> Compte rendu d'une thèse au titre éponyme, soutenue sous la direction d'Antoine Marès, le 15 décembre 2014, à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Composition du jury : Paul Gradwohl (directeur du Centre de Civilisation française, Varsovie), Antoine Marès (professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), Pascal Ory (professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne) et Janine Ponty (professeur honoraire à l'Université de Franche-Comté).

l'influencer. Ce travail s'est donc appuyé sur des sources diverses. Il fallait d'abord attester d'un point de vue administratif de la réalité des rencontres, de leur matérialité. Les archives diplomatiques ont permis d'éclaircir ces aspects, tout comme celles de la Fondation maison des sciences de l'homme (FMSH) ou du CNRS. Mais les contacts entre individus, l'impact de ces relations s'observaient davantage dans des sources plus personnelles : correspondances françaises et polonaises, articles et témoignages des acteurs eux-mêmes ou de leurs proches. Il était possible alors d'approcher les nuances et la profondeur des liens créés, et leurs enjeux dans le champ intellectuel français.

En effet, malgré une sorte d'évidence qui postule l'ancienneté des relations entre la France et la Pologne, les relations entre les intellectuels des deux pays questionnent davantage. Hormis certaines figures tutélaires comme Jacques Le Goff, qui revendiquait ses liens avec la Pologne, les silences à ce sujet restaient importants. Très vite il est apparu que ces silences n'étaient pas du tout le reflet d'une absence de relations avec les Polonais, au contraire.

Pour permettre de comprendre les origines des relations entre intellectuels français et polonais, la thèse commence par un chapitre liminaire remontant à l'époque moderne. Cette première recension permet de distinguer les moments et les personnalités qui construisent une mémoire commune entre les intellectuels des deux pays, mémoire susceptible de rapprocher et de favoriser les contacts par la suite. Des figures communes aux deux pays se dégagent, depuis Jean-Jacques Rousseau jusqu'à Adam Mickiewicz en passant par Lamennais ou Marie Curie. Cette première approche insiste par ailleurs sur l'importance de la francophonie chez les élites polonaises et le rayonnement culturel de la France en Europe.

Mais le corps du travail s'attache surtout à l'analyse de la période qui commence en 1966 avec la signature des accords culturels et scientifiques avec la Pologne. Loin d'être une rupture – les premiers accords culturels entre la France et la Pologne datent de 1921 –, ils marquent

l'aboutissement de démarches complexes menées par des intellectuels français et polonais pour reprendre les relations compromises après la Seconde Guerre mondiale. La VI<sup>e</sup> section de l'École pratique des hautes études (EPHE) et Fernand Braudel, le CNRS et Michel Lejeune, la Sorbonne et Jean Fabre en sont des acteurs emblématiques. Loin d'être une évidence, ces accords signés en 1966 donnent un aspect diplomatique aux relations entre intellectuels. Ces derniers sont les ambassadeurs scientifiques de leur pays et les moteurs d'une relation difficile à entretenir dans un contexte de Guerre froide. Ils sont un élément de diplomatie culturelle côté français et un soutien essentiel pour des intellectuels polonais à la recherche de contacts avec l'Occident. Cette articulation entre les pouvoirs et les scientifiques impliqués dans les échanges officiels est extrêmement précieuse pour les échanges : l'étude du cas polonais permet de montrer combien ils n'allaient pas de soi. Cette implication de certains intellectuels français éminents, qui font le choix d'une distance certaine avec les engagements à gauche de la majorité de leurs collègues, atteste pourtant d'un réel engagement pour permettre la matérialité de ces échanges. À partir des années 1970, leur action doit cependant s'adapter à des enjeux complexes entre les gouvernements français et polonais qui affichent une entente étroite, et une opposition intellectuelle polonaise qui refuse le consensus politique que cette diplomatie suppose.

La deuxième partie de la thèse traite de la période qui s'étend du milieu des années 1970 à 1980. Elle cherche à montrer en quoi les engagements politiques de certains intellectuels français dans les années 1970 interfèrent dans les relations avec la Pologne socialiste. Les intellectuels de gauche soutiennent la montée d'un socialisme en France à un moment où les régimes qui revendiquent cette terminologie à l'Est sont de plus en plus décriés. Les années 1970 marquent un tournant idéologique dans le champ intellectuel français, avec l'effondrement de l'hégémonie communiste et la lente ascension de l'anticommunisme. Néanmoins, cette sensible mise à distance du communisme va de pair avec un engagement profond qui veut conduire à la victoire du socialisme en France. Ces choix idéologiques

passent par des actions caractéristiques des intellectuels, un soutien par des revues et une adhésion au parti socialiste français. Mais, dès lors, les relations avec des intellectuels polonais de plus en plus dans l'opposition posent problème. Les accords d'Helsinki en 1975 ont un rôle fondamental pour libérer une parole à l'Est et en Pologne. Les intellectuels de gauche – dont les figures emblématiques sont Jacek Kuron ou Adam Michnik – et les intellectuels catholiques effectuent un rapprochement décisif afin de mener une opposition nouvelle contre le système communiste. En 1976, à la suite de la répression violente de grèves ouvrières, ces intellectuels fondent le KOR, comité de défense des ouvriers, qui cherche à se mettre au service des ouvriers afin d'obtenir leur libération. Surtout, ils mobilisent leurs réseaux internationaux et leurs connaissances fines du système pour créer une pression sur le pouvoir d'Edouard Gierek et obtenir des changements significatifs en termes de liberté et de droits de l'homme. Ils matérialisent par leur comité une alliance entre intellectuels et ouvriers espérée par nombre d'intellectuels français de gauche, notamment ceux engagés aux côtés de la CFDT, comme Alain Touraine. Des intellectuels éminents s'engagent en 1976 aux côtés du comité de soutien des ouvriers polonais : Jean-Paul Sartre, Jean-Marie Domenach, Jean Daniel au *Nouvel Observateur* et Paul Thibaud à *Esprit* signent des pétitions, s'associent aux comités ou rédigent des articles sur le sujet. C'est particulièrement la « Deuxième Gauche » mobilisée autour de Michel Rocard et hostile au parti communiste français qui s'implique particulièrement aux côtés des Polonais. Mais très vite, pour les intellectuels français, se pose le problème du soutien à des opposants au « socialisme ». Le transfert des concepts d'un espace à l'autre, la complexité de ce que recoupe le terme de socialisme en France et en Pologne est un enjeu majeur alors, difficile à traduire de manière simple dans le champ français. Or, dans une optique préélectorale – en 1977 ont lieu les élections législatives –, de nombreux intellectuels français de gauche tentent de canaliser la voix des opposants polonais, afin de ne pas écorner l'image du socialisme en France. L'échec de la gauche, en septembre 1977, conduit à un coup d'arrêt de l'engagement public des intellectuels français aux côtés des intellectuels

polonais, voire, pour certains, à un retournement. Ce dernier se manifeste par la tentative de dénigrer, dans le débat public, le combat mené en Pologne en mobilisant certains stéréotypes qui insistent sur le nationalisme polonais. Est mis aussi en avant d'une manière nouvelle, à la fin des années 1970, un antisémitisme qui tient moins aux Polonais eux-mêmes qu'à un tournant de la question juive en France. Les années 1970 correspondent en effet à une nouvelle réception du rôle de la France dans la Seconde Guerre mondiale, à la suite du livre de l'américain Robert Paxton sur *la France de Vichy*, en 1974. Par ailleurs, depuis 1967, une mémoire juive s'exprime de plus en plus publiquement pour demander des comptes, et tenter de comprendre davantage les « années noires » en France. La focalisation sur la Pologne permet de trouver un thème susceptible d'altérer l'image positive des opposants. Il faut alors l'intervention de certains intellectuels médiateurs polonais en France, comme Krzysztof Pomian ou Georges Mink, pour permettre un soutien à l'opposition polonaise. L'action de ces intellectuels est analysée avec détail pour en comprendre le caractère exceptionnel, qui tient à une position acquise dans les milieux scientifiques français, ainsi qu'à leur insertion dans des réseaux qui vont de la revue *Esprit* aux trotskistes en passant par l'EHESS ou le CNRS.

La troisième partie, qui couvre les années 1980-1983, étudie le moment Solidarnosc dans ces relations. La période qui précède la proclamation de l'état de guerre du 13 décembre 1981 permet de mettre en évidence les silences voulus des intellectuels français au sujet de la Pologne à la veille des élections présidentielles de 1981. Pourtant, les grèves de Gdansk d'août 1980 et la naissance du syndicat Solidarnosc rencontrent un intérêt particulier chez nombre d'entre eux. Au sein du comité d'expert qui, très vite, accompagne Lech Walesa dans son entreprise de confrontation avec le pouvoir polonais, figurent des intellectuels polonais qui, depuis longtemps, fréquentent des intellectuels français, comme Bronislaw Geremek ou Tadeusz Mazowiecki. Si certains, tel Paul Thibaud, analysent régulièrement la situation polonaise, d'autres choisissent de se rendre sur

place afin de mieux comprendre le phénomène, à l'instar d'Alain Touraine. Les liens étroits qui se tissent entre le syndicat libre polonais et la CFDT sont aussi l'occasion pour les intellectuels français d'observer les modalités d'un mouvement autogestionnaire. Cette phase montre aussi l'intérêt que suscite en France la naissance du syndicat libre polonais. Les archives montrent comment, avec l'ouverture des frontières, les initiatives individuelles se multiplient pour aider directement les Polonais. Les sources d'information sur les événements deviennent plus directes ; elles mettent d'autant plus en évidence le peu de crédibilité de certains articles écrits par des intellectuels français sur la Pologne. Ce décalage entre une opinion publique française de plus en plus émue par le vécu des Polonais et l'attitude de nombreux intellectuels de gauche apparaît clairement avec le formidable retentissement du 13 décembre en France, qui marque la fin du syndicat Solidarnosc et l'internement des intellectuels polonais engagés à ses côtés. Cette opinion a pris fait et cause pour une Pologne qui provoque son empathie. Les médias qui relaient et entretiennent désormais la tension des premières journées qui ont suivi l'état de guerre présentent de nouveaux acteurs face à la parole intellectuelle. Dès lors, de nombreux intellectuels français s'investissent en faveur de leurs homologues polonais, désormais internés. Dès le 14 décembre, ils participent aux immenses manifestations à Paris. Certains d'entre eux, parmi les plus éminents, convoquent le pouvoir français devant ses responsabilités. La phrase de Claude Cheysson du 13 décembre au micro d'Europe 1, « bien entendu nous ne ferons rien » a provoqué une réaction virulente. C'est d'abord un comité qui se crée en faveur des Polonais autour de Pierre Bourdieu et Michel Foucault. Ils s'appuient sur le quotidien *Libération*, qui devient la tribune des intellectuels engagés aux côtés des Polonais. Très vite, il apparaît que ces intellectuels s'appuient sur la situation polonaise pour demander des comptes à un pouvoir français qui les a déjà déçus. Les socialistes français, au pouvoir depuis mai, ont une position ambiguë sur la Pologne. Les archives diplomatiques montrent le soutien actif qu'ils proposent au pouvoir polonais embarrassé par Solidarnosc, soutien qui n'est pas en adéquation avec l'opinion française mobilisée. Jusqu'à la fin de

décembre 1981, les intellectuels de gauche frondeurs se confrontent au pouvoir qu'ils ont élu et qui doit opérer un rapide changement de discours. Ces tensions trouvent un terrain d'entente dans le rapprochement avec la CFDT. Le syndicat a en effet les réseaux, les connexions essentielles pour faire le lien avec la Pologne, et mener une action publique. Certains intellectuels décident donc de s'engager pour la Pologne à ses côtés, en créant un « comité » avec des figures éminentes comme Jacques le Goff, Alain Touraine, Michel Foucault, Paul Thibaud ou encore Simone Signoret. Commence alors à partir de janvier 1982 des actions multiples des intellectuels français en faveur de la Pologne, en articulation avec celle de la CFDT. Les médiateurs polonais des années 1970 acquièrent aussi une place de premier plan dans les milieux politiques, le gouvernement français cherchant à s'informer davantage sur des événements qui l'ont ponctuellement dépassé. Ce moment, qui correspond à une division du monde intellectuel de gauche, est aussi celui de la récupération du pouvoir français de son autorité sur le monde intellectuel. Il joue alors habilement du rôle des médias pour rendre flous les contours de l'opposition intellectuelle. Surtout, les engagements de nombre d'entre eux aux côtés des communistes dans le passé devient une arme de décrédibilisation devant l'opinion publique, comme par exemple contre Yves Montand, très mobilisé pour la cause polonaise.

Finalement, la mobilisation de l'opinion et des intellectuels français en faveur des Polonais ne s'essouffle qu'avec la proclamation de la fin de l'état de siège en juillet 1983. Cette date a été délibérément choisie comme rupture parce qu'elle s'inscrit dans un changement politique et culturel plus global. D'abord, elle met en évidence à quel point les relations qui suivent la proclamation de l'état de guerre sont fictives, la plupart des intellectuels polonais en lien avec les Français étant muselés. Par ailleurs, la campagne menée par le pouvoir contre les intellectuels critiques en France a conduit à une remise en cause de l'intellectuel lui-même : c'est en juillet 1983 que Max Gallo, porte-parole de l'Élysée, annonce la fin des intellectuels. Le

moment Solidarnosc a correspondu à un engagement massif et public des intellectuels français pour les Polonais. Cet engagement s'articulait avec celui de l'opinion publique française, acteur majeur de l'événement. À partir de 1983, les relations intellectuelles entre les deux pays changent de nature. L'opposition intellectuelle polonaise se reconstruit sous d'autres modalités, de manière souterraine, avec des intellectuels qui se positionnent de plus en plus comme de futurs responsables politiques. Dès lors, les relations avec les intellectuels français conduisent à d'autres enjeux qui tiennent à leurs nouvelles responsabilités, au sommet d'un nouvel État polonais.